

L'État dans les Afriques : état des lieux

Le point de vue des experts

Décembre 2023

APPEL À CONTRIBUTIONS (RÉVISÉ)

Mise en contexte

Il héberge plus d'un milliard (1,3 milliard) d'habitants (17% de la population mondiale). Il est en voie de représenter plus de la moitié de la croissance démographique dans le monde, d'ici à 2050. Sa subsaharienne doit doubler d'ici à 2050, d'après les chiffres de l'ONU. Une institution pancontinentale (l'Union africaine) y fédère 55 membres. Il a plus grande zone de libre-échange au monde, la ZLECAF. Peut-on en déduire que l'Afrique est bien partie ? Le bilan accablant que René Dumont (1962) dressa jadis à tout le moins en ce qui est de l'Afrique noire est-il à classer dans le musée de la désuétude ? Pour bien d'observateurs, aujourd'hui l'Afrique semble rompre avec le passé. Que reste-t-il du « siècle de l'Afrique » qu'appelait de tous ses vœux Nelson Mandela ? Ce dernier déclarait un jour, en effet : « Nous arrivons au siècle de l'Afrique, un siècle où l'Afrique aura sa place parmi les nations du monde. » (BBC, 2015). C'était sans compter avec la COVID – 19, une pandémie qui a fait son irruption dans les agendas des politiques publiques dans le monde et monopolisé quasiment l'actualité dans tous les médias. Le continent africain pourrait durablement subir les impacts immédiats et différés de cette crise socio sanitaire. On s'attend à ce que le monde d'avant et celui d'après COVID-19 ne soient pas pareilles, encore moins les Afriques d'avant et celles d'après COVID – 19. Malgré la relativité des statistiques, la pandémie révèle au grand jour – et de manière directe- les failles tant de nos dispositifs socio sanitaires, de nos systèmes de gouvernance (aux niveaux national, régional et mondial), que du multilatéralisme et de son fonctionnement. Comment se hisse l'intégration continentale, dans ce contexte d'adversité ? Quelle est la nature des partenariats internationaux mobilisés ? Quelles sont les opportunités offertes par la COVID 19 en termes d'innovation technologique ? Qu'attendre de « l'intelligentsia » et des entreprises africaines ? L'Afrique a-t-elle ou est-elle capable de tracer sa propre voie face à cette pandémie ? Autant de questions qui évoquent les

nombreux défis auxquels s'ajoutent la crise sanitaire et auxquels les Afriques doivent faire face. Ils vont de l'accès difficile aux services publics jusqu'à la menace voire le risque terroriste en passant par la prolifération des conflits internes, toutes choses qui pèsent sur la stabilité du continent et complexifient la gouvernance de ses affaires. Ces défis se conjuguent avec une conjoncture internationale, un ordre mondial et des rapports de forces défavorables au continent. En même temps, de nouveaux débats s'ajoutent aux débats récurrents, relatifs, entre autres, à la zone Franc et au devenir de l'ECO, à la libéralisation des économies et du commerce intra-africain, aux investissements étrangers, à la stabilité de la région, au momentum de mise en œuvre de l'Agenda 2063. C'est pour répondre à ce contexte que le Groupe de recherche sur les Afriques (GRAAL) du Campus Saint-Jean (Université de l'Alberta) et le Centre d'analyse et de prospective sur les Afriques (Cap-Afriques), un observatoire partenaire du Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation (CEIM) de l'Université du Québec à Montréal, appellent les contributions des chercheurs et experts travaillant sur les Afriques.

Objet et objectifs de l'ouvrage

« L'État dans les Afriques : état des lieux » a vocation à constituer un regard porté sur une période qui chevauche deux années (celle qui se termine et celle qui commence). Il s'agit donc d'un regard rétrospectif et « prospectif » sur le continent africain et ses réalités. L'ouvrage, qui mise sur le point de vue d'une soixantaine d'auteurs, vise à : • saisir l'essentiel de l'actualité structurante de l'année écoulée, et ce sous plusieurs dimensions ; • situer les expériences africaines d'adaptation et d'insertion aux tendances mondiales ; • relier les diasporas aux Afriques et les africanistes aux Afriques en temps réel, autour d'histoires et de récits qui permettent de raconter, en temps réel et en synchrone, le continent ; • détecter et révéler les meilleures pratiques et trajectoires africaines en termes de politiques publiques (en temps normal comme en temps de crise), qui pourraient servir de source d'inspiration pour l'action, tant pour les Afriques elles-mêmes que pour certains pays étrangers, en quête d'options éprouvées.

Thèmes visés par l'ouvrage

1) L'Afrique et le monde 2) Alimentation 3) Attractivité nationale et continentale 4) Changements climatiques et développement durable 5) Contribution aux politiques publiques mondiales 6) Démocratie et gouvernance 7) Éducation 8) Emploi 9) Intégration régionale 10) Justice et État de droit 11) Médias et opinion publique 12) Mobilisation de ressources intérieures 13) Négociations internationales et réseau diplomatique 14) Planification et statistiques 15) Politiques sur les inégalités 16) Politiques sur les systèmes de santé 17) Recherche et innovation scientifique 18) Réformes administratives au niveau national 19) Transformation structurelle des économies 20) Virage technologique et transformations digitales 21) Les débats de l'année (débats anciens, récurrents et nouveaux)

Calendrier

Date limite de réception des propositions : 30 novembre 2022

Date limite de réception des manuscrits : 31 mars 2023

Date publication (chez L'Harmattan) : début décembre 2023

UQÀM



Centre d'études sur l'intégration
et la mondialisation

Soumettre une proposition d'article

Les propositions (**d'une longueur de 250 mots**) et les textes doivent être envoyés en format Word à l'adresse suivante : mballa@ualberta.ca

Les informations suivantes doivent être fournies :

- Prénom et Nom de l'auteur

Notice biographique de l'auteur (Domaine d'expertise, Fonction et affiliation institutionnelle de l'auteur; une démonstration que l'on détient une expertise pertinente associée au thème ou au domaine concerné par l'article-une publication dans le domaine en lien avec le thème visé faisant foi).

- Un résumé pertinent dans toute discipline des sciences sociales touchant les thématiques visées par le présent appel (Intitulé et résumé de la proposition environ 150 mots), plus le choix du thème correspondant ;
- Une mention claire du nombre de mots utilisés.

Autres précisions éditoriales L'ouvrage vise les articles courts et précis, constituant un point de vue expert. Les auteurs retenus devront soumettre des textes rédigés conformément à quelques directives : **un maximum de 3000 mots**, soit six pages, en interligne simple, Police Times New Roman 12.